

Il me semble très difficile de parler de causes ou de prévention de conflits si l'on ne clarifie pas ces points.

Ainsi, je voudrais soulever 3 interrogations et dégager plusieurs pistes qui pourraient éventuellement servir de thèmes de discussion pour des tables rondes.

- a) Qu'est-ce que l'on entend par «dimensions politiques»?
- b) Qu'est-ce que les 15 dernières années nous ont appris sur les conditions politiques d'une relance économique et sur le rôle de l'État?
- c) Plus concrètement, quelles sont les quelques pistes utiles de réflexion sur le pouvoir et le rôle de l'État qui pourraient amener un renouvellement des stratégies de consolidation de la paix plutôt qu'une déstabilisation politique?

1) Qu'est-ce que l'on entend par dimensions politiques?

Dans le rapport de la Banque mondiale de 1989 Sub-Saharan Africa from Crisis to Sustainable Growth, on reconnaît le problème de «governance» comme condition de la relance économique:

«Africa needs not just less government but better government» (page 5). De là découlent de nombreux travaux de recherche et la publication par la Banque mondiale de deux documents importants sur la gouvernance en 1992 et 1994.

Progressivement la réforme des institutions est considérée par cet organisme, comme une précondition pour garantir le succès des réformes économiques. Comme le souligne le rapport de 1994 L'ajustement en Afrique:

«Le succès de ces réformes [d'ajustement] suppose une transformation radicale du rôle de l'État», (pp. 257-258).

Pourquoi ceci se passe-t-il à la fin des années 80 et au début des années 90? Dix années d'ajustement ont amené les bailleurs de fonds à intervenir de plus en plus profondément dans le tissu social et économique des pays sous ajustement. Parallèlement les conditionnalités, devenues de plus en plus lourdes et multiformes sont reconnues comme techniquement et politiquement ingérables. Simultanément les politiques de désétatisation commencent à montrer leurs limites et être remises en cause. C'est dans ce contexte que les réformes institutionnelles deviennent une condition de la relance économique.